an au cours de la dernière réunion du conseil économique consultatif. Si les relations entre le Royaume-Uni et le Marché commun feront indubitablement l'objet de discussions, nous ne pensons pas que la réunion soit l'occasion d'une discussion approfondie, vu que les négociations entre le Royaume-Uni et la Communauté doivent commencer incessamment.

J'ajoute, monsieur l'Orateur, qu'après la réunion du Commonwealth à Accra, j'assisterai à l'assemblée annuelle des directeurs de la Banque internationale, du Fonds monétaire international, de l'Agence internationale de développement et de la Société financière internationale qui se tiendra cette année à Vienne.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Puis-je poser au ministre une question inspirée par sa réponse? Comme il vient de dire qu'à la réunion qui aura lieu au Ghana, on ne s'arrêtera pas aux problèmes découlant de la demande d'admission du Royaume-Uni au Marché commun européen, peut-il nous dire si des consultations se déroulent au sein du Commonwealth au sujet de cette question importante et dans quel sens?

L'hon. M. Fleming: On se souvient sans doute que le dernier jour que la Chambre a siégé, quelques ministres étaient en conférence avec le très honorable Duncan Sandys, secrétaire d'État aux relations du Commonwealth au sein du gouvernement du Royaume-Uni. Il est venu ici afin de discuter avec les ministres canadiens la question de savoir si le gouvernement du Royaume-Uni devrait, oui ou non, amorcer des négociations avec la communauté en vue de devenir membre de cet organisme. Sauf erreur, le communiqué qui a été publié à la fin de l'entretien a été largement diffusé. De toute façon, s'il n'a pas encore été déposé sur le bureau de la Chambre, je serai heureux de voir à ce qu'il le soit.

Les vues du gouvernement canadien ont été communiquées à M. Sandys au cours de la réunion. La Chambre n'ignore pas que, par la suite, le gouvernement du Royaume-Uni a fait connaître son intention d'amorcer des négociations en vue d'entrer dans la communauté, et que sa demande a été reçue par le D^r Erhart, au nom de cet organisme; on est à prendre des dispositions en vue de négocier les conditions selon lesquelles le Royaume-Uni pourrait devenir membre de la communauté.

Il a été question de poursuivre les entretiens à ce sujet. Les députés comprendront que cette question a maintenant atteint un stade bien différent de celui où elle en était lors de la réunion dont j'ai parlé. Nous aurons l'occasion de poursuivre la discussion à ce sujet. On a révéélé publiquement, sauf erreur,

[L'hon. M. Fleming.]

qu'une réunion des hauts fonctionnaires des gouvernements du Commonwealth aura lieu à Londres ce mois-ci et qu'on y tiendra des entretiens au sujet des intérêts économiques et autres du Commonwealth, que le gouvernement du Royaume-Uni a dit vouloir sauvegarder au cours de ses pourparlers avec la Communauté européenne.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Pourrais-je poser une question supplémentaire? Étant donné que le ministre doit participer à quatre ou cinq conférences d'affilée, peut-il nous dire s'il s'attend d'être de retour à la Chambre avant Noël? Pour ce qui est de la conférence de Vienne, puis-je demander au ministre qui dirigera la délégation, le ministre des Finances ou le ministre du Commerce?

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, je me demande si la première partie de la question n'était pas l'expression d'un vœu. Toutefois, si je reviens avant Noël, j'espère que l'honorable député me reconnaîtra dans mon rôle habituel de père Noël. Pour ce qui est de la seconde partie de la question, il l'a posée avec sa candeur habituelle. Pareille question—je tiens à le faire remarquer—ne se pose pas et ne saurait se poser. Il en va de cette conférence comme d'autres conférences auxquelles mon collègue et moi-même assistons: nous y allons pour faire un travail d'équipe.

M. W. M. Benidickson (Kenora-Rainy-River): Je désire poser une autre question au ministre des Finances. Il a dit qu'il participera à la conférence du Fonds monétaire international qui se déroulera à Vienne. Peut-il nous dire si la délégation canadienne songe à préconiser ou à exprimer des idées ou des instances précises au sujet du prix de l'or?

L'hon. M. Fleming: Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que l'honorable représentant veut parler d'un prix de l'or qui serait fixé par quelque autorité internationale. Il n'ignore pas, bien sûr, que le prix de l'or qui est en vigueur dans le monde à l'heure actuelle est déterminé, dans une large mesure, par le prix que les États-Unis acceptent d'établir pour ce métal. Il peut y avoir des fluctuations d'un marché à l'autre, mais, au fond, le prix établi par les États-Unis—le prix actuel a été établi par le Congrès des États-Unis et ne résulte pas d'une mesure administrative—joue le rôle de facteur déterminant en ce qui a trait au prix de l'or dans le monde. Par conséquent, le prix international de l'or ne subira aucune modification d'importance à moins que le Congrès des États-Unis ne prenne une initiative en ce sens.

Je ne sache pas que le Congrès compte prendre quelque disposition à cet égard. Les directeurs du Fonds monétaire international